

LE SAVOIR N'EST PAS UNE MARCHANDISE

A l'heure où le gouvernement chamboule le système universitaire français en remettant en cause l'un de ses fondements, l'accès d'une formation universitaire à tou.te.s les bachelie.è.r.es, ces élections pour les représentants des doctorant.e.s à la Commission de Recherche revêtent une importance à ne pas négliger. « **Le plan étudiants** », qui est un projet bien ficelé promu par les représentants du gouvernement et du ministère qui n'hésitent pas à employer des termes tels que « réussite » ou « accompagnement », s'inscrit dans la lignée des réformes des gouvernements précédents, qui elles aussi se caractérisaient par leur opacité. Néanmoins, ces différentes réformes dont le point de départ est la LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités) portée par Valérie Pécresse en 2007, sont animées par une même logique, **l'austérité marquée par la baisse du budget alloué à l'Enseignement Supérieur et la Recherche.**

La tendance lourde d'une **privatisation de l'Université Française** – un service public plus que jamais en danger – s'illustre dans le contenu des formations mais également dans le domaine de la recherche. Depuis quelques années déjà, les **pouvoirs financiers** ont investi la gouvernance des universités en siégeant au sein des conseils d'administration et marquent de leur empreinte la production scientifique, qu'ils n'hésitent pas à financer. L'ajustement de la formation des étudiants aux besoins du marché du travail, ainsi que la production de savoirs porteurs de débouchés commerciaux et générateurs de profits économiques sont les conséquences notables de **la mainmise des intérêts privés sur la production et la diffusion des savoirs scientifiques.** Le développement d'une économie de la connaissance compétitive a entraîné notamment, le foisonnement de contrats doctoraux CIFRE liant des doctorant.e.s à des entreprises privées se servant de la recherche à des fins économiques.

A rebours d'une conception instrumentale et utilitariste de la connaissance, notre liste souhaite porter des idées défendant **le service public universitaire et le financement de la recherche par les pouvoirs publics.** Nous considérons que la recherche – dont le temps consacré par les enseignants-chercheurs s'affaiblit, à cause de contraintes administratives – est essentielle dans une société confrontée à de multiples enjeux (libération de la parole des femmes, dérèglement climatique, destruction des acquis sociaux...) a besoin de connaissances pour l'éveil des consciences, et doit retrouver sa place au sein de l'équilibre enseignement/recherche. Ainsi, nous nous engageons à défendre l'idée que **la recherche scientifique ne doit pas être confisquée par des intérêts privés** et qu'elle doit être soutenue par un financement public d'envergure.

Nos revendications sont les suivantes et nous les porterons si nos candidat.e.s sont élu.e.s :

Le refus du développement continu d'une économie de la connaissance compétitive.

Le refus de voir la recherche confisquée par les intérêts privés.

Maintenir ou réclamer plus de contrats doctoraux publics et éviter le foisonnement encore plus important de contrats CIFRE qui répondent, pour beaucoup, à des logiques financières et qui ont pour objectif de dégager des profits...

Le maintien des écoles doctorales par disciplines pour garder une cohérence scientifique.

La titularisation des docteurs et la fin des contrats précaires (vacataires, contractuels...)

Nous nous engagerons par ailleurs à faire part de vos diverses demandes et interrogations et à remonter les informations récoltées lors de la Commission de Recherche.

LES 20 ET 21 MARS 2018, VOTEZ pour notre liste « Le savoir n'est pas une marchandise », qui s'attèlera à défendre des idées pour enrayer la trajectoire préoccupante tendant à détruire le service public universitaire.

" Le motif le plus important du travail à l'école, à l'université, dans la vie, est le plaisir de travailler et d'obtenir, de ce fait, des résultats qui serviront à la communauté "

Albert Einstein